



Déclaration liminaire CTL de l'ARDECHE du 8 décembre 2015

La barbarie de ces derniers jours, a mis en avant la nécessité d'avoir une action publique forte. En effet, les citoyens ont pu juger et apprécier de l'efficacité des services publics tels que les policiers et gendarmes, pompiers et personnels hospitaliers.

Devant le congrès le lundi 16 novembre le président de la République, François Hollande, déclarait que le pacte de sécurité prévalait sur le pacte de stabilité. Il a pris des mesures budgétaires d'urgence, avec des recrutements supplémentaires pour l'Intérieur, la Justice, les Douanes et l'abandon des suppressions d'emplois pour la Défense.

Or, le Ministère des Finances, singulièrement la DGFIP, est au cœur des missions régaliennes de l'État, indispensable à l'exercice de l'action publique et facteur de cohésion sociale. La DGFIP est par contre toujours soumise à la contrainte budgétaire.

L'assemblée nationale a ainsi adopté le projet de loi de finances pour 2016 et ainsi validé une nouvelle vague de suppressions d'emplois (2130 pour la DGFIP) comme la baisse des budgets de fonctionnement.

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut renforcer véritablement les services de l'État engagés dans la lutte contre la délinquance financière et par conséquent doter la DGFIP de moyens humains et juridiques supplémentaires.

L'heure est grave. Il est de la responsabilité des politiques de ne rien négliger et de ne pas se contenter d'effets d'annonces ou de simples expédients, visant à tranquilliser une opinion meurtrie. Rassurer est une chose, lutter en profondeur en est une autre.

Pour Solidaires Finances Publiques, les services publics sont dépositaires de la «chose publique», du «vivre ensemble», les fondements de la République.

Au regard de certaines de ses missions (contrôle fiscal, recherche), la DGFIP joue en effet un rôle essentiel notamment dans la lutte contre la délinquance financière et contre la fraude fiscale qui ont des liens évidents avec les questions touchant au financement du terrorisme, du trafic d'armes, etc.

Or, la contrainte budgétaire que subit toujours la DGFIP entraîne des réorganisations de service notamment sur la mission du contrôle. Ces restructurations mettent en danger cette mission. Ces choix remettent en cause la présence physique sur l'ensemble du territoire des différents acteurs du contrôle qui de par leur connaissance affinée du terrain et du tissu fiscal permettent d'assurer l'efficacité nécessaire au bon exercice de la mission dans son intégralité.

Solidaires Finances Publiques est intervenu à plusieurs reprises pour attirer l'attention du DG sur la situation délétère des services et sur le sentiment d'abandon, de souffrance et de démotivation dans lesquels se trouvaient les agents. Nous avons insisté sur la nécessité absolue pour la DG, dans une période où les personnels de la DGFIP ne subissent que des reculs, d'envoyer un signal positif et surtout d'apaisement. Malgré notre insistance et celle des autres organisations syndicales, le DG est resté sourd et inflexible. Le maigre espoir qui s'était dessiné à l'issue de l'audience ministérielle du 24 novembre s'est noyé dans l'obstination du DG. Au soir de ces deux rendez-vous, pas la moindre avancée, des revendications toujours insatisfaites et un dialogue social impossible.

Suite à nos entrevues avec le ministre M. ECKERT puis avec le Directeur Général M. PARENT aucun chantier n'est suspendu ce qui signifierait que l'austérité prime sur la sécurité des français. En effet une réelle sécurité passe par plus de justice sociale donc plus de justice fiscale.

Les raisons d'agir à la DGFIP sont plus que jamais bien présentes, malgré le contexte particulier que nous vivons.

Solidaires Finances Publiques appelle les agents à participer massivement aux actions locales et nationales qui seront organisées dans les prochaines semaines et les prochains mois pour la défense des conditions de travail, des missions, des rémunérations et du statut.

